



---

# Revue-IRS

---



**Revue Internationale de la Recherche Scientifique  
(Revue-IRS)**

**ISSN: 2958-8413**

Vol. 4, No. 2, Avril 2026

*This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/) license.*



---

## **De l'impuissance de la puissance à l'impuissance de l'État : réflexion badienne testée sur la République Démocratique du Congo**

### **From the impotence of power to the impotence of the state: Badian reflection tested on the Democratic Republic of Congo**

**Douceur KADONY MAMBOKA**

Chef de Travaux à l'Université de Lubumbashi.  
Énarque et Administrateur Civil Senior. *Boursier du PAI-ARES/Belgique.*

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.19770665>

#### **Résumé**

Depuis la fin de la guerre froide, les mutations du système mondial ont contesté les bases traditionnelles de la puissance étatique, habituellement caractérisée par ses compétences militaires, économiques et diplomatiques. Dans son ouvrage « L'impuissance de la puissance » (2004), Bertrand Badie démontre que l'accumulation de ressources matérielles ne suffit plus à assurer une véritable autorité ni à générer un ordre politique pérenne. L'autorité étatique est fragmentée et l'efficacité des stratégies coercitives est restreinte par l'essor des acteurs non étatiques, la multiplication des conflits asymétriques et les résistances locales.

L'État de la République Démocratique du Congo exemplifie ce paradoxe : malgré sa richesse en ressources naturelles et son potentiel géostratégique, il a des difficultés à assurer la sécurité, à faire preuve de souveraineté reconnue et à engendrer de la légitimité. Cette étude révèle que la puissance actuelle doit être envisagée comme un processus relationnel, basé sur la légitimité, la reconnaissance sociale et l'intégration des dynamiques locales, éléments essentiels pour une pratique pérenne de l'autorité d'État.

**Mots clés :** Bertrand Badie, Puissance, impuissance, RDC, Ressource

## **Abstract**

Since the end of the Cold War, changes in the global system have challenged the traditional foundations of state power, usually defined by military, economic, and diplomatic capacities. In his work *The Impotence of Power* (2004), Bertrand Badie demonstrates that the accumulation of material resources is no longer sufficient to ensure genuine authority or to generate a lasting political order. State authority has become fragmented, and the effectiveness of coercive strategies is limited by the rise of non-state actors, the proliferation of asymmetric conflicts, and local resistances.

The Democratic Republic of Congo exemplifies this paradox: despite its wealth of natural resources and geostrategic potential, it struggles to ensure security, exercise recognized sovereignty, and generate legitimacy. This study shows that contemporary power must be understood as a relational process, based on legitimacy, social recognition, and the integration of local dynamics—essential elements for a sustainable practice of state authority.

**Keywords:** Bertrand Badie, Power, Impotence, DRC, Resource

## **Introduction**

Depuis la fin de la guerre froide, un changement radical des structures de pouvoir et des mécanismes de régulation de l'ordre mondial caractérise les relations internationales. Les méthodes traditionnelles de mesure de la puissance, basées depuis longtemps sur la prééminence militaire, l'aptitude économique ou l'impact diplomatique, semblent de plus en plus inadéquates pour déchiffrer les dynamiques actuelles. Dans son livre *L'impuissance de la puissance* (2004), Bertrand Badie remet en question la vision classique de la puissance en affirmant que le simple fait de posséder des ressources matérielles ne permet plus à un État de contrôler les relations internationales ou d'exercer durablement son influence.

D'après Bertrand Badie (2004), la puissance est devenue contradictoire en ce sens que les États n'ont jamais eu autant de ressources, mais ces dernières n'ont jamais été aussi inefficaces pour générer l'ordre, la stabilité et la légitimité. Cette incapacité est principalement due à la réduction du contrôle exclusif de l'État sur la conduite des affaires internationales. L'autorité est fragmentée et les rapports de force se complexifient en raison de la montée en puissance des acteurs non étatiques, tels que les groupes armés, les organisations non gouvernementales, les multinationales et les réseaux criminels à l'échelle mondiale (Badie, 2011). On note également une augmentation des conflits asymétriques et

une résistance de plus en plus forte des communautés locales face aux formes de domination, qu'elles soient internes ou externes. Sous cet angle, la puissance ne se pense plus seulement comme une capacité de contrainte, mais doit être envisagée comme une faculté à générer de la légitimité et de la reconnaissance. Badie souligne que l'insuccès des stratégies coercitives expose une profonde crise de l'autorité étatique, basée sur l'incapacité à prendre en compte les dynamiques sociales locales et à satisfaire les demandes des populations (Badie, 2004). Donc, le manque de puissance ne se résume pas à l'absence de ressources, mais plutôt à l'incapacité de convertir ces ressources en un pouvoir politique stable et reconnu.

C'est dans ce cadre analytique que se pose la question suivante : comment expliquer que des États disposant d'importantes ressources matérielles, à l'instar de la République démocratique du Congo, peinent à transformer ces atouts en une autorité politique effective et légitime ?

Ce paradoxe est particulièrement bien mis en évidence par la République démocratique du Congo (RDC). La RDC, avec ses vastes ressources naturelles, son potentiel économique significatif et sa position géostratégique cruciale en Afrique, possède indéniablement des atouts considérables de puissance. Toutefois, en dépit de ces avantages, le gouvernement congolais a du mal à établir une autorité concrète sur tout son territoire, à garantir la sécurité de ses citoyens et à manifester une souveraineté totalement reconnue aussi bien en interne qu'en externe (Trefon, 2016 ; Autesserre, 2010). Cette contradiction entre le potentiel de richesse et la fragilité institutionnelle met en évidence les limites d'une vision purement matérialiste de la puissance.

Dès lors, l'hypothèse défendue dans cet article est que l'impuissance de l'État congolais ne résulte pas d'un déficit de ressources, mais d'une incapacité structurelle à convertir ces ressources en légitimité politique, en raison de déficits de gouvernance, de la fragmentation de l'autorité et du poids croissant des acteurs non étatiques. En effet, la persistance des conflits armés dans l'Est du pays, l'influence durable de groupes armés, les interférences régionales et la dépendance vis-à-vis des partenaires internationaux illustrent cette difficulté. Comme le souligne Badie (2008), lorsque la contrainte ne repose pas sur une légitimité sociale, elle tend à produire davantage de fragmentation que de stabilisation.

Dans le cas de la RDC, la crise de l'État apparaît ainsi moins comme un manque de puissance que comme une crise de reconnaissance et de gouverna.

## **1. Méthodologie**

Ainsi, cette recherche vise à utiliser le cadre d'analyse badien pour examiner la situation du Congo, dans le but de réévaluer les formes modernes de puissance. L'objectif est de démontrer que la restauration de la force étatique en RDC ne peut se réduire à l'accumulation de ressources militaires ou économiques, mais doit également impliquer le renforcement de la légitimité politique, l'intégration des dynamiques locales et la redéfinition des relations entre l'État et la société. S'inspirant de la perspective de Bertrand Badie, cette étude vise à apporter un éclairage nouveau sur les enjeux auxquels est confronté l'État congolais dans un contexte international caractérisé par la fragmentation du pouvoir et une crise des modèles traditionnels de souveraineté.

## **2. Diagnostic badien appliqué à la RDC**

En se basant sur la tradition réaliste en relations internationales, la puissance d'un État a longtemps été considérée comme sa capacité à rassembler et à utiliser des ressources tangibles, militaires, économiques et diplomatiques, pour faire prévaloir sa volonté sur les autres intervenants (Morgenthau, 1948). Pourtant, Bertrand Badie questionne cette vision linéaire de la puissance en mettant en évidence que, dans le cadre actuel des relations internationales, l'augmentation des ressources matérielles ne garantit plus une véritable puissance (Badie, 2004). Selon lui, la capacité d'influence d'un État dépend désormais moins de la quantité de moyens dont il dispose que de sa faculté à produire de la légitimité et de la reconnaissance.

Selon Badie (2004), la puissance moderne présente un aspect paradoxal : malgré les capacités techniques et économiques sans précédent dont disposent les États, ils se retrouvent de plus en plus démunis face à des dynamiques sociales, politiques et sécuritaires qui échappent à leur contrôle. Cette incapacité est accentuée par la division du système international et par l'ascension d'acteurs non étatiques qui rivalisent avec l'État dans des secteurs autrefois perçus comme étant sous son contrôle exclusif (Badie, 2011). Dans ce contexte, la puissance ne peut être considérée seulement comme une capacité de

contrainte, mais doit également être vue comme un processus relationnel basé sur l'adhésion et la légitimité. La République Démocratique du Congo est un exemple parfait de cette déconnexion entre les ressources matérielles et la puissance réelle. Selon la Banque mondiale (2020), le pays possède l'un des sous-sols les plus riches au monde, notamment en cuivre et en cobalt, deux ressources cruciales pour l'économie mondiale actuelle et la transition énergétique. Ces ressources donnent à la RDC un potentiel économique et géostratégique significatif, qui pourrait consolider sa stature aussi bien au niveau régional qu'international.

Toutefois, cette prospérité potentielle se heurte à la fragilité de l'autorité gouvernementale. Malgré ses moyens, le gouvernement congolais a du mal à maintenir un contrôle réel sur l'ensemble de son territoire et à remplir les fonctions essentielles de l'État, telles que la sécurité, la justice et la prestation de services publics (Trefon, 2016). Cette situation révèle une impuissance structurelle qui ne saurait être expliquée uniquement par un déficit de moyens matériels, mais plutôt par une crise profonde de gouvernance et de légitimité.

La présence continue de groupes armés non étatiques en RDC représente une des illustrations les plus flagrantes de cette incapacité structurelle. Ces intervenants tirent parti des vulnérabilités de l'État, des conflits communautaires et des économies non officielles dépendantes de l'exploitation des ressources naturelles pour consolider leur autorité locale (Autesserre, 2010). Leur présence ancrée dans certaines zones, surtout à l'est du pays, souligne la fragmentation de la souveraineté et le déclin du contrôle exclusif de l'État sur la violence légitime, qui est pourtant au cœur de la définition wébérienne de l'État (Weber, 1919/2003).

Selon Badie, cet état des choses met en évidence l'échec des stratégies de puissance basées sur la contrainte. L'usage de la force, lorsqu'il n'est pas accompagné d'un projet politique légitime et inclusif, tend à renforcer les résistances locales plutôt qu'à restaurer l'autorité de l'État (Badie, 2008). Les tensions locales deviennent ainsi des espaces de production autonome du politique, échappant aux logiques de gouvernance centralisée et révélant les limites de la puissance étatique traditionnelle. Bertrand Badie utilise la métaphore du « gladiateur désarmé » (Badie, 2004) pour décrire cette incapacité à convertir les ressources en résultats durables. Cette représentation évoque des États possédant d'importantes ressources, mais qui peinent à gérer des types de conflits asymétriques et profondément

ancrés socialement. Bien que le gladiateur donne l'impression de force, il se trouve désarmé face à des opposants qui ne suivent plus les règles traditionnelles du combat étatique.

On peut donc considérer la RDC comme une « puissance entravée », dont l'efficacité est entravée par le manque de légitimité et de reconnaissance interne. Comme le note Badie (2011), la légitimité est devenue un aspect crucial de la puissance actuelle : sans reconnaissance sociale, les moyens matériels perdent leur utilité et peuvent même s'avérer contre-productifs. En République Démocratique du Congo, l'insuffisance de confiance entre le gouvernement et les citoyens nuit à la capacité de rassembler le pays et freine le renforcement de l'autorité étatique.

L'approche badienne suggère une révision radicale de la force de l'État en RDC. La solution à l'impuissance structurelle ne peut se baser uniquement sur le renforcement des capacités militaires ou économiques, mais doit également passer par le rétablissement de la légitimité politique et administrative. Le renforcement de l'État nécessite une présence territoriale tangible, une gouvernance qui inclut tous les acteurs et la prise en compte des dynamiques locales comme éléments essentiels de l'ordre politique (Trefon, 2016 ; Autesserre, 2010). Par conséquent, la situation actuelle en République Démocratique du Congo soutient l'argument principal de Badie, qui affirme que le pouvoir moderne est indissociable de la légitimité. Aussi longtemps que l'État congolais ne réussira pas à convertir ses ressources en une autorité reconnue et acceptée, sa force restera entravée, représentant parfaitement l'image du « gladiateur désarmé » dans le contexte actuel africain.

### **3. Situations empiriques récentes**

L'examen de Bertrand Badie sur l'« impuissance de la puissance » trouve une résonance particulièrement appropriée dans l'étude de la République démocratique du Congo (RDC) à travers diverses situations empiriques récentes. Bien que le Congo soit riche en ressources naturelles et qu'il dispose d'une prééminence matérielle dans plusieurs sphères, l'État congolais peine à convertir ses atouts en une véritable autorité, des résultats pérennes et une légitimité reconnue. Les exemples du secteur minier, de l'instabilité persistante dans l'est du pays et des projets pétroliers controversés mettent en évidence cette différence tangible entre la puissance potentielle et la puissance effective.

Il est indéniable que l'industrie minière est un pilier fondamental de l'économie congolaise, et théoriquement, elle constitue un levier crucial pour la puissance économique et stratégique. La RDC se positionne comme le principal producteur de cobalt à l'échelle mondiale et figure parmi les producteurs majeurs de cuivre, deux minerais cruciaux pour l'économie globale et la transition énergétique (Banque Mondiale, 2020). Cette position offre à l'État congolais une marge de manœuvre significative pour négocier et financer le développement du pays.

Néanmoins, des études divulguées en 2025 par des entités de la société civile et des institutions de supervision ont relevé des pratiques répétitives de dissimulation de revenus par certaines sociétés d'exploitation minière en RDC. Ces méthodes mettent en lumière les lacunes structurelles de la gestion financière, particulièrement en ce qui concerne la transparence, le contrôle fiscal et l'efficacité administrative de l'État (Global Witness, 2023 ; Trefon, 2016). L'incapacité de l'État à tirer pleinement parti de ses propres ressources met en évidence un paradoxe crucial : détenir des richesses naturelles ne se traduit pas nécessairement par une capacité de gestion et de régulation.

Selon l'optique badienne, cette situation met en évidence une sorte d'impuissance de la force économique. Le gouvernement congolais possède des ressources stratégiques, cependant il n'arrive pas à établir des règles strictes pour les acteurs économiques de portée mondiale. Ce déséquilibre de pouvoir souligne la vulnérabilité de l'État face à des entreprises multinationales possédant une expertise juridique, financière et politique fréquemment plus avancée. Selon Badie (2004), la force économique, si elle n'est pas soutenue par une légitimité institutionnelle et une capacité normative, perd grandement de son efficacité.

Par conséquent, la mauvaise gouvernance minière contribue à réduire la légitimité de l'État aux yeux des citoyens, qui voient l'extraction des ressources comme un moyen d'enrichissement pour certaines élites ou intervenants étrangers plutôt que comme un catalyseur du développement collectif. Cette perte de reconnaissance interne renforce l'impuissance structurelle de l'État et alimente les tensions sociales.

Le second exemple phare illustrant l'impuissance liée au pouvoir concerne la situation de sécurité à l'est de la RDC. En dépit d'une armée de grande envergure et du soutien d'alliés internationaux, les forces militaires du Congo peinent à éradiquer de façon permanente les

groupes armés, y compris des organisations telles que le M23. Cette incapacité persistante met en lumière les restrictions de la présumée supériorité militaire et dépeint l'échec du pouvoir coercitif dans un environnement de conflit asymétrique.

D'après Badie (2008), la violence armée actuelle déroge largement aux dynamiques traditionnelles de la guerre entre États. Les groupes armés s'insèrent dans des processus locaux complexes, combinant revendications d'identité, questions de propriété, économies basées sur la prédation et appuis transfrontaliers. Dans cette situation, l'avantage militaire n'assure ni la victoire ni une paix durable. L'usage de la force, lorsqu'il n'est pas accompagné d'une stratégie politique inclusive, tend à produire des effets contre-productifs, en renforçant les résistances locales et la défiance à l'égard de l'État.

Ainsi, en RDC, l'État se présente comme un « gladiateur désarmé » au sens badien du terme : il possède des capacités militaires importantes, mais ne parvient pas à convertir cette force en une sécurité pérenne et en une autorité reconnue (Badie, 2004). La population locale, fréquemment coincée entre les forces régulières et les groupes armés, entretient une relation ambivalente avec l'État, qu'elle voit successivement comme absent ou comme prédateur. Cette crise de légitimité mine grandement la capacité de l'État à se positionner en tant qu'arbitre et garant. Les déboires successifs des actions militaires démontrent que la force coercitive, détachée des aspects politiques et sociaux, est insuffisante pour rétablir une véritable souveraineté. Cet état de choses corrobore l'évaluation de Badie selon laquelle la puissance actuelle est essentiellement relationnelle et repose sur la reconnaissance des sociétés locales.

Le troisième cas illustratif concerne la mise aux enchères des 27 blocs pétroliers par l'État congolais, présentée comme une affirmation de la souveraineté économique nationale. En cherchant à diversifier ses sources de revenus et à renforcer son autonomie financière, l'État entendait mobiliser ses ressources naturelles comme instrument de puissance et de développement. Cependant, cette initiative a suscité une vive opposition de la société civile congolaise, ainsi que de fortes critiques de la communauté internationale et des organisations environnementales. Les contestations portaient notamment sur les risques environnementaux, la menace pesant sur les écosystèmes protégés et les populations locales, ainsi que sur le manque de transparence du processus décisionnel (Greenpeace, 2022). Cette opposition révèle une crise de légitimité profonde dans l'exercice de la



souveraineté économique. Selon Badie (2011), la souveraineté ne peut plus être mise en œuvre unilatéralement sans reconnaissance à la fois sociale et internationale. En tentant de renforcer sa force économique par une décision centralisée, le gouvernement congolais a rencontré une opposition qui a considérablement diminué l'efficacité politique de son action. Cette situation atteste que la force, si elle n'est pas soutenue par une légitimité commune, se transforme en source de conflit au lieu d'être un moyen de renforcer l'autorité.

Ces trois exemples, pris conjointement, démontrent de façon tangible la thèse principale de Bertrand Badie : le pouvoir moderne ne se limite pas à l'accumulation de ressources matérielles ou à l'emploi de la force. En République Démocratique du Congo, la richesse minière, la puissance militaire et la souveraineté économique déclarée sont confrontées à une incapacité structurelle due à un manque de reconnaissance tant interne qu'externe.

Ainsi, l'État congolais se présente comme une « puissance entravée », démunie de la capacité de convertir ses ressources en résultats politiques durables. Cela incite à envisager le pouvoir non pas comme une information objective, mais comme un processus de construction sociale basé sur la légitimité, l'implication et la reconnaissance. En ce sens, l'expérience congolaise confirme pleinement l'actualité de la pensée badienne dans l'analyse des États africains contemporains confrontés à la fragmentation du pouvoir et à la crise des modèles classiques de souveraineté.

## **Conclusion**

L'interprétation badienne de la puissance fournit un outil d'analyse particulièrement utile pour saisir la fragilité structurelle de l'État congolais dans le contexte actuel. Cette vulnérabilité ne se limite pas à un simple manque de ressources ou de moyens matériels, elle se rapporte à une crise plus fondamentale touchant l'autorité, la légitimité et la reconnaissance. La République démocratique du Congo met en lumière de manière vive le paradoxe souligné par Bertrand Badie : un pays objectivement riche en ressources naturelles considérables et en capacités stratégiques notables, mais qui est incapable de convertir ces avantages en une puissance réelle, stabilisante et pérenne.

L'étude réalisée révèle que la force matérielle, qu'elle soit d'ordre économique, militaire ou diplomatique, perd grandement de son efficacité si elle n'est pas soutenue par une gouvernance inclusive et une légitimité admise par les citoyens. Malgré le riche potentiel

minier de la RDC, cela n'a pas conduit à une amélioration de la capacité de l'État à garantir le bien-être commun ou à établir une régulation efficace des acteurs économiques. Par ailleurs, la présumée domination militaire de l'État n'a pas réussi à neutraliser de manière durable les groupes armés, mettant en évidence l'insuccès des tactiques principalement basées sur la contrainte. Enfin, les initiatives visant à affirmer la souveraineté économique, telles que les projets pétroliers, se sont heurtées à de fortes contestations internes et internationales, mettant en lumière le rôle central de la reconnaissance dans l'exercice de la puissance.

Selon l'approche badienne, ces défaillances ne sont pas fortuites, mais structurelles. Ils illustrent l'inadéquation des modèles traditionnels de puissance aux réalités sociales et politiques actuelles. On ne peut plus envisager le pouvoir comme une faculté de domination ou d'imposition, mais plutôt comme la capacité à diriger des sociétés complexes, caractérisées par des dynamiques locales, identitaires et transnationales. Le gouvernement congolais, face à la décentralisation du pouvoir et à l'émergence d'acteurs non étatiques, se retrouve dans la posture du « gladiateur désarmé » : bien que pourvu de ressources, il est cependant dépourvu des outils immatériels, tels que la légitimité, la confiance et la reconnaissance, qui sont essentiels pour une action publique efficiente.

Il est donc nécessaire de redéfinir profondément le concept de puissance pour réhabiliter l'État congolais. L'objectif n'est plus de rechercher la suprématie par la force ou l'accumulation de ressources, mais de bâtir une puissance basée sur la gouvernance, l'engagement et la collaboration. Cette révision implique le renforcement des institutions, la lutte contre les pratiques prédatrices et la corruption, l'intégration des dynamiques locales dans les processus décisionnels et la valorisation du rôle de la société civile en tant que partenaire de l'action publique. La puissance se transforme ainsi en un processus relationnel, basé sur la capacité de l'État à être perçu comme légitime par ses citoyens et crédible par ses partenaires. L'expérience congolaise confirme donc l'actualité et la portée analytique de la pensée de Bertrand Badie pour l'étude des États africains contemporains. Elle montre que la sortie de l'impuissance ne réside pas dans la seule accumulation de moyens matériels, mais dans la reconstruction d'un lien politique et social entre l'État et la société.

## **Bibliographie**

Autesserre, S. (2010), *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*, Cambridge University Press.

Badie, B. (2008), *La diplomatie de connivence*, Paris, La Découverte.

Badie, B. (2011), *Le temps des humiliés*, Paris, Odile Jacob.

Badie, Bertrand (2004), *L'impuissance de la puissance : Essai sur les nouvelles relations internationales*, Fayard.

World Bank (2024), Congo Democratic Republic, Country Report.

Global Witness. (2023), *Unearthed: Corruption and mining governance in the DRC*.

Trefon, T. (2016), *Congo's Environmental Paradox*. London, Zed Books.

Weber, M. (2003), *Le savant et le politique*, Paris, La Découverte. (Œuvre originale publiée en 1919)

World Bank (2020), *Democratic Republic of Congo Economic Update*, Washington, DC,